



---

## *Réforme fiscale 2017 pour les personnes physiques et adaptation des paramètres sociaux*

---

La loi du 23 décembre 2016 portant mise en œuvre de la réforme fiscale 2017 a été publiée au Mémorial le 27 décembre 2016.

Les mesures adoptées entrent en vigueur le 01.01.2017, à l'exception de celles relatives à l'imposition individuelle et à l'imposition des non résidents dont l'entrée en vigueur est fixée au 01.01.2018.

En parallèle, le réajustement du salaire social minimum ainsi que le déclenchement d'une tranche indiciaire constituent également des adaptations applicables dès le 01.01.2017.

---

## *Sommaire*

---

### *Mesures fiscales entrant en vigueur le 01.01.2017*

- > Suppression de l'impôt d'équilibrage budgétaire
- > Révision des barèmes d'imposition
- > Modulation du crédit d'impôt pour salariés (CIS), pensionnés (CIP) et indépendants (CII)
- > Augmentation du crédit d'impôt monoparental (CIM)
- > Chèques-repas
- > Voitures de fonction
- > Retenue à la source libératoire sur les intérêts (RELIBI)
- > Abolition de la valeur locative de l'habitation propre
- > Intérêts hypothécaires sur la résidence principale
- > Location par l'intermédiaire d'agences immobilières sociales
- > Exemption de la pension d'orphelin
- > Abattement pour mobilité durable
- > Plans d'épargne logement
- > Contrat de prévoyance-vieillesse
- > Intérêts débiteurs et primes d'assurance
- > Abattement pour enfants ne faisant pas partie du ménage
- > Frais de domesticité
- > Professions libérales
- > Bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs
- > Fiche de retenue d'impôt pluriannuelle

### *Mesures fiscales entrant en vigueur le 01.01.2018*

- > Introduction de l'imposition individuelle sur option pour les couples mariés
- > Imposition des non-résidents mariés

### *Autres adaptations applicables sur les salaires au 01.01.2017*

- > Augmentation du Salaire Social Minimum
- > Indexation des salaires



## Mesures fiscales entrant en vigueur le 01.01.2017

Les principales mesures entrant en vigueur le 01.01.2017 sont résumées ci-dessous.

### Suppression de l'impôt d'équilibrage budgétaire

L'impôt d'équilibrage budgétaire de 0,5% introduit le 01.01.2015, prélevé sur les revenus professionnels, les revenus de remplacement ainsi que sur les revenus du patrimoine, est supprimé.

### Révision des barèmes d'imposition

Les barèmes d'imposition sont revus dans un souci d'équité fiscale, entraînant une diminution de la charge fiscale globale des ménages. Deux nouvelles tranches d'imposition y sont cependant ajoutées :

- Classes d'impôt 1 et 1a (hors contribution au fonds pour l'emploi)
  - une tranche à 41% pour les revenus compris entre 150.050 € et 200.000 €
  - une tranche à 42 % pour les revenus supérieurs à 200.050 €
- Classe d'impôt 2 (hors contribution au fonds pour l'emploi)
  - une tranche à 41% pour les revenus compris entre 300.050 € et 400.000 €
  - une tranche à 42 % pour les revenus supérieurs à 400.050 €

### Modulation du crédit d'impôt pour salariés (CIS), pensionnés (CIP) et indépendants (CII)

Les trois crédits d'impôt sont revus à la hausse, passant de 300 € à 600 € pour les revenus modestes compris entre 11.266 € et 40.000 € par an. Ensuite, ils sont diminués progressivement jusqu'à zéro pour les revenus compris entre 40.001 € et 79.999 € par an. A partir de 80.000 €, ils sont supprimés.

Afin de tenir compte de la récente jurisprudence de la CJUE, le CIS et le CIP pourront désormais être octroyés par le biais de la déclaration fiscale ou du décompte annuel pour les contribuables qui ne disposent pas d'une fiche de retenue d'impôt.

### Augmentation du crédit d'impôt monoparental (CIM)

Le crédit d'impôt monoparental passe de 750 € à 1.500 € pour les contribuables dont le revenu imposable est inférieur à 35.000 €. Pour un revenu imposable entre 35.000 € et 105.000 €, il est diminué progressivement pour atteindre 750 €. Au-delà de 105.000 €, il est maintenu à 750 €.

Le CIM est diminué à concurrence de 50% du montant des allocations de toute nature dont bénéficie l'enfant (sauf les rentes d'orphelin et prestations familiales) dans la mesure où elles dépassent un certain seuil lequel passe de 1.920 € à 2.208 €.

Dorénavant, le CIM ne sera plus accordé qu'au parent qui vit effectivement seul avec son enfant.

### Chèques-repas

L'avantage en nature imposable est maintenu à 2,80 € pour les chèques repas d'une valeur faciale de maximum 10,80 € (au lieu de 8,40 € en 2016).

Si l'employeur octroie des chèques-repas avec une valeur faciale supérieure à 10,80 €, l'avantage en nature imposable s'établit dorénavant à 2,80 euros, augmentés de la différence entre la valeur faciale du chèque repas et le montant de 10,80 euros.

Valeur faciale du chèque repas	8,40 €	10,80 €	12,00 €
Exemption fiscale	5,60 €	8,00 €	8,00 €
AN imposable ou contribution personnelle du salarié	2,80 €	2,80 €	4,00 €

## Voitures de fonction

Dorénavant, l'évaluation forfaitaire de l'avantage en nature tiendra compte de la motorisation et du niveau d'émissions CO<sub>2</sub> du véhicule. Le taux à prendre en considération pour déterminer l'avantage en nature variera entre 0,5% et 1,8% en fonction du type de véhicule.

Emissions CO <sub>2</sub>	-	AN mensuel = % du prix d'acquisition du véhicule (TVA et options incluses)		
	Ancien contrat de leasing toujours en vigueur au 01.01.2017	Nouveau contrat de leasing à partir du 01.01.2017		
	Toutes catégories	Essence/hybride/gaz	Diesel/hybride	100 % électrique/hydrogène
0g/km	1,5%	-	-	0,5%
> 0-50g/km		0,8%	1,0%	-
> 50-110g/km		1,0%	1,2%	-
> 110-150g/km		1,3%	1,5%	-
> 150g/km		1,7%	1,8%	-

## Retenue à la source libératoire sur les intérêts (RELIBI)

Le taux de retenue à la source libératoire sur les intérêts éligibles versés à des résidents luxembourgeois est porté de 10% à 20%. Les intérêts n'excédant pas 250 € par contribuable et par agent payeur demeurent exonérés.

## Abolition de la valeur locative de l'habitation propre

Dans un souci de simplification administrative, la valeur locative de l'habitation propre, située à Luxembourg ou à l'étranger, est ramenée à zéro.

## Intérêts hypothécaires sur la résidence principale

Les plafonds annuels de déduction des intérêts hypothécaires sur la résidence principale sont augmentés comme suit :

Période d'occupation	Intérêts hypothécaires déductibles	
Durant la période d'inoccupation du logement (construction / rénovation)	100%	
-	2016	2017
Année de l'occupation + 5 ans	1.500 €	2.000 €
5 années subséquentes	1.125 €	1.500 €
Années suivantes jusqu'à la fin du contrat	750 €	1.000 €

## Location par l'intermédiaire d'agences immobilières sociales

Les revenus locatifs sont exonérés à concurrence de 50% à condition que la location soit assurée par l'intermédiaire d'organismes conventionnés exerçant la gestion locative sociale.

## Exemption de la pension d'orphelin

La pension d'orphelin versée aux enfants légitimes ou assimilés est dorénavant exemptée d'impôt.

## Abattement pour mobilité durable

Afin d'encourager l'utilisation de véhicules écologiques, un abattement de revenu imposable pour mobilité durable est introduit, sous certaines conditions.

Types de véhicules (utilisés à des fins privées)	Montant de l'abattement
Voitures à zéro émission	5.000 €
Cycles à pédalage assisté / cycles	300 €

## *Plans d'épargne logement*

Le plafond annuel de déduction des cotisations versées dans le cadre d'un contrat d'épargne logement est doublé pour les contribuables âgés de 18 à 40 ans.

Age du souscripteur au 1 <sup>er</sup> janvier	Maximum déductible
De 18 à 40 ans accomplis	1.344 €/personne faisant partie du ménage
Dans les autres cas	672 €/personne faisant partie du ménage

En cas d'imposition collective, le plafond majoré de 1.344 € est fixé en fonction de l'âge du souscripteur adulte le plus jeune.

Le souscripteur doit utiliser l'épargne constituée pour ses besoins personnels d'habitation. A défaut, il perd le droit de déduire les primes versées dans le cadre d'un futur plan d'épargne logement.

Ces nouvelles règles s'appliquent aux nouveaux contrats ainsi qu'aux contrats actuellement en cours.

## *Contrat de prévoyance-vieillesse*

Le plafond annuel de déduction des primes versées dans le cadre d'un contrat prévoyance vieillesse est dorénavant fixé à 3.200 €, indépendamment de l'âge du souscripteur.

Au choix du contribuable, le remboursement de l'épargne accumulée peut désormais se faire intégralement sous forme de capital, de rente viagère payable mensuellement ou encore de manière combinée.

Ces nouvelles règles s'appliquent aux nouveaux contrats ainsi qu'aux contrats actuellement en cours.

## *Intérêts débiteurs et primes d'assurance*

Les plafonds annuels de déduction pour les intérêts débiteurs et les primes d'assurance sont fusionnés en un plafond annuel unique de 672 € par an et par personne faisant partie du ménage.

## *Abattement pour enfants ne faisant pas partie du ménage*

L'abattement accordé pour la contribution aux frais d'entretien et d'éducation des enfants ne faisant pas partie du ménage fiscal du contribuable (pensions alimentaires, etc.) est porté de 3.480 € à 4.020 € par an et par enfant.

Il ne sera plus accordé si les deux parents partagent avec leur enfant une habitation commune.

## *Frais de domesticité*

L'abattement forfaitaire pour les frais de domesticité, garde d'enfants ainsi que pour l'aide et les soins en raison de l'état de dépendance est porté de 3.600 € à 5.400 € par an.

## *Professions libérales*

A l'instar des commerçants et des agriculteurs, les professions libérales doivent désormais tenir une comptabilité en partie double dès lors que leur chiffre d'affaires annuel dépasse 100.000 €.

## *Bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs*

Le dispositif de la bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauche de chômeurs est prolongé jusqu'au 31.12.2019.

## *Fiche de retenue d'impôt pluriannuelle*

La nouvelle fiche de retenue d'impôt n'aura pas de date de fin, seule la rémission d'une nouvelle fiche entraînera l'invalidation de la fiche précédente à la date du changement.

## Mesures fiscales entrant en vigueur le 01.01.2018

### Introduction de l'imposition individuelle sur option pour les couples mariés

A partir de l'année d'imposition 2018, les couples mariés résidents et non-résidents auront la possibilité de renoncer à l'imposition collective en classe d'impôt 2 et d'opter pour une imposition individuelle en classe d'impôt 1.

En cas d'option pour une imposition individuelle, les conjoints auront le choix entre une imposition individuelle pure ou une imposition individuelle avec réallocation des revenus entre conjoints.

Les partenaires déclarés pourront également recourir à l'imposition individuelle avec réallocation des revenus entre partenaires.

### Imposition des non-résidents mariés

Actuellement, les contribuables non-résidents mariés sont rangés en classe d'impôt 2 si plus de 50% des revenus professionnels de leur ménage sont imposables au Luxembourg. A défaut, ils sont imposables en classe d'impôt 1a.

A partir de l'année d'imposition 2018, les couples mariés non-résidents seront rangés en classe d'impôt 1. Sur demande, ils pourront obtenir la classe d'impôt 2 et être imposés sur base d'un taux global qui sera déterminé suivant les conditions et les modalités de l'article 157ter L.I.R., à savoir :

- Ils sont imposables du chef d'au moins 90% de leurs revenus mondiaux au LXG\* (ce seuil doit être atteint par un des époux);
- Tous les revenus du ménage (professionnels et non professionnels perçus au Luxembourg et à l'étranger) seront pris en considération (sur base de documents probants) pour déterminer le taux d'imposition);
- Ils devront déposer une déclaration fiscale au Luxembourg (seuls les revenus luxembourgeois seront imposés).

L'Administration des contributions adressera, au cours de l'année 2017, un courrier à l'ensemble des contribuables concernés afin d'expliquer les nouvelles conditions d'octroi de la classe 2 et de collecter les informations relatives aux revenus du ménage.

\*50% pour les résidents belges

## Autres adaptations applicables sur les salaires au 01.01.2017

### Augmentation du Salaire Social Minimum

Le salaire social minimum non-qualifié et qualifié est augmenté de 1,4%. Cette évolution implique une adaptation des minima-maxima sociaux (impacts sur l'abattement de la caisse dépendance, le plafond des cotisations sociales, les rémunérations minimales des élèves/étudiants...).

### Indexation des salaires

Compte-tenu de l'évolution des prix à la consommation, une tranche indiciaire a été déclenchée en décembre 2016, entraînant l'augmentation de l'indice salarial (passant de 775,17 à 794,54) et l'augmentation des salaires de 2,5% à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Pour toute information complémentaire, n'hésitez pas à contacter Janique Bultot

IF Advisory ne peut être tenu responsable d'erreurs, d'omissions ou de toutes conséquences, obtenues à la suite de l'utilisation de ce document, qui est publié à titre informatif seulement.

## EXPERTS EN FORMATIONS FISCALES ET SOCIALES

MEMBER OF IF GROUP



IF ADVISORY

45, rue des Scillas

L - 2529 Howald

T +352 47 68 47-445

JANIQUE.BULTOT@IFGROUP.LU

WWW.IFGROUP.LU